



Signataire : Jean-Louis Fazio

Date de dépôt : 31 octobre 2024

Question écrite

Pour plus de protection à l'endroit des lanceurs d'alerte

Selon l'association de défense des employés DEW – dont le but est de porter assistance aux lanceurs d'alerte –, la loi sur la protection des lanceurs d'alerte au sein de l'Etat (LPLA) n'est pas suffisamment efficace. En effet, il semblerait que, lorsqu'un fonctionnaire dénonce une infraction commise sur son lieu de travail, il ferait encore trop souvent l'objet de mobbing par ses supérieurs hiérarchiques, avec les conséquences psychologiques, professionnelles et financières qui en découlent.

Avant de pouvoir éventuellement procéder à une modification législative pour garantir une meilleure protection de ces employés, il convient dans un premier temps de poser les questions suivantes à l'exécutif :

Combien de fonctionnaires ont signalé auprès de leur hiérarchie un dysfonctionnement au sein de leur service et combien d'entre eux ont été informés de leurs droits ?

Je remercie par avance le Conseil d'Etat des réponses qu'il apportera à ces questions.